

Gabriel GAUDEBERT



On nous prend
un pognon
de dingue

Refondons la donne

Ma contribution au grand débat national

Introduction

« *On nous prend un pognon de dingue* ». Tel est le sentiment des employeurs qui n'acceptent pas le taux de charges, les salariés qui considèrent ne pas être payé à leur juste valeur, les commerçants ou artisans qui font beaucoup d'heures pour un résultat faible à leurs yeux. N'oublions pas ces agriculteurs au travail très pénible qui ne gagnent, pour beaucoup, au final 350€ par mois encore moins que les personnes en situation d'aide sociale (RSA...). Les retraités eux considèrent que comme « ils ont travaillé toutes la vie il mérite une pension pour vivre décemment ». Hormis les 1% des citoyens qui ont une bonne part de la richesse du pays alors nous trouver une catégorie de la population satisfaite par son pouvoir d'achat ? Avec un tel contexte, on peut comprendre l'émergence du mouvement émotionnel des « Gilets Jaunes ».

Au quotidien, en regardant ses factures d'énergie (eau, gaz, électricité...) il est facile de s'apercevoir aussi que les taxes, contributions, abonnements, acheminements... représentent deux tiers de la facture et la consommation un tiers. Enfin, les citoyens pensent qu'ils sont avec leur voiture les « *vaches à lait* » de l'Etat lors de leur passage à la pompe, sur l'autoroute ou allant simplement au travail. Quand ils font leurs achats alimentaires ou autres ils restent sur l'impression que les prix augmentent et surtout qu'avec la TVA ils sont taxés comme « *ceux qui ont de l'argent* ». Mais au fait à partir de quelle somme considère-t-on avoir assez d'argent ?

En plus, quand les impôts à payer s'annoncent la pilule est dure à avaler. Pourtant, seulement 43 % des français sont imposables à l'impôt sur le revenu. Concernant l'impôt sur le foncier et la taxe d'habitation déterminés et perçus par les collectivités locales (mairie, communauté, département, région ...) il y a une vraie ambiguïté des élus qui se dédouanent de réalisations, de leur gestion parce que l'Etat ou une autre collectivité n'abonde pas assez leur budget. Des bisbilles qui ne clarifient pas le débat et enfin un sentiment partagé par beaucoup ; « *on ne sait pas où vont nos impôts* ». Cependant il va être difficile de passer d'impôts si l'Ecole continue à être gratuite, si le budget de l'armée, la sécurité, le social... est maintenu.

Les citoyens responsables, républicains sont maintenant convaincus qu'il faut se « *mettre autour de la table* » pour débattre du système fiscal et de taxes français de la commune à l'Europe en passant par l'Etat. Enfin, il est capital de comprendre la distribution des sommes récoltées pour pouvoir orienter le débat sur des réalités et non des suppositions. Il faudra sans doute même « *penser à renverser la table* » car l'empilage de mesures à chaque changement de gouvernement donne une organisation sociétale illisible, irresponsable ou chacun se défait sur un bouc émissaire. Enfin le mode de représentation des citoyens au sein des différents échelons représentatifs de la société (de la Mairie à l'Europe) et dans les corps intermédiaires est fortement remis en cause et l'abstentionnisme en est la marque. L'Elu une fois le suffrage passé et le poste obtenu devrait vérifier que les mesures prévues, non inscrites dans son programme, obtiennent l'assentiment d'une majorité.